

au montant des allocations familiales payées aux chefs de famille de deux enfants résidant dans la zone d'abattement zéro [10 mai 1955] (p. 2616) ; Article unique : *Répercussion sur les loyers* (p. 2616) ; — d'une proposition de loi relative aux droits des actionnaires et des porteurs de parts des sociétés d'électricité nationalisées sur les biens restitués, en qualité de *Rapporteur pour avis* [10 mai 1955] (p. 2665, 2666) ; — de propositions de loi relatives à la révision triennale des baux commerciaux, artisanaux et industriels, Article unique : *Son amendement (Révision du loyer des baux emphytéotiques)* [13 mai 1955] (p. 2762) ; *Son amendement (Liaison aux variations de l'indice dit des 47 articles)* (p. 2762, 2763) ; — en deuxième lecture, du projet de LOI DE FINANCES pour 1955, Art. 34 : *Son amendement (Reconstruction des hôpitaux sinistrés, extension du taux de 40 0/0 prévu pour la participation de l'Etat à tous les travaux en cours)* [17 mai 1955] (p. 2850) ; de ce projet de loi en troisième lecture, Art. 25 : *Son amendement (Droit préférentiel des actionnaires)* [18 mai 1955] (p. 2888, 2889) ; — du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement, Art. 1^{er} : *Libération des échanges, programme énergétique, transports* [25 mai 1955] (p. 3031, 3032). — Ses rapports sur des pétitions [18 juin 1955] (p. 3161, 3162). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'intégration des fonctionnaires français des cadres tunisiens dans les cadres métropolitains, Art. 3 : *Son amendement (Conditions de réintégration des fonctionnaires, des agents français non titulaires et des agents de la compagnie des chemins de fer tunisiens)* [8 juillet 1955] (p. 3766). — Son rapport sur une pétition [27 juillet 1955] (p. 4387). — Prend part à la discussion : du projet de loi prorogeant l'état d'urgence en Algérie, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Dispositions tendant à l'accélération des procédures pénales* [28 juillet 1955] (p. 4413, 4414) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer cet article (Création d'un tribunal militaire de cassation)* ; *Demande de mise en liberté provisoire* [29 juillet 1955] (p. 4534) ; — du projet de loi portant création de cours d'appel et de postes de magistrats et de fonctionnaires judiciaires en Algérie, en qualité de *Rapporteur pour avis* [29 juillet 1955] (p. 4548) ; Art. 1^{er} : *Son amendement (Création de deux cours d'appel)* (p. 4549, 4550). — Est nommé Représen-

tant de la France à l'Assemblée commune de la Communauté européenne du charbon et de l'acier [26 octobre 1955] (p. 5278). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'article prévoyant des élections anticipées* [2 novembre 1955] (p. 5483) ; — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la révision triennale des baux commerciaux, Art. 2 : *Son amendement (Intervention du coefficient d'adaptation départemental)* [17 novembre 1955] (p. 5799). — Ses rapports sur des pétitions [23 novembre 1955] (p. 5960, 5961).

GROUSSEAUD (M. Jean), Député de la Seine
[3^e circonscription] (A.R.S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). — Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 juillet 1951] (**F. n° 5**) [20 janvier 1953] (**F. n° 216**) (1) ; de la Commission des immunités parlementaires [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**) (1) ; de la Commission de la justice et de législation [17 juillet 1951] (**F. n° 5**) (1), [16 juillet 1953] (**F. n° 278**) [21 janvier 1954] (**F. n° 341**) ; de la Commission de la justice et de législation [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions [16 juillet 1953] (**F. n° 278**) de la Commission des territoires d'outre-mer [11 mars 1955] (**F. n° 507**). — Est élu juré suppléant de la Haute-Cour de justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1954) [9 avril 1954] (**F. n° 379**).

Dépôts :

Le 9 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à proroger jusqu'au 31 décembre 1951 le délai prévu pour le paiement des impôts mis en recouvrement avant le 31 août 1951, **n° 1448**. — Le 13 novembre 1952, une proposition de loi tendant à ce que les taxes dites municipales soient établies et directement récupérées par l'administration fiscale, **n° 1502**. — Le 15 no-

(1) Démissionnaire le 18 juin 1953 (F. n° 267).

vembre 1951, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis (n° 927) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale (dans sa première législature) tendant à compléter l'article 1590 du Code civil, n° 1562. — Le 19 février 1952, une proposition de loi tendant à instituer des mesures d'exemption fiscale en faveur de la construction, n° 2726. — Le 27 mars 1952, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi (n° 734) de Mme Marcelle Devaud, sénateur, relative à la protection des mères de famille abandonnées, n° 3065. — Le 1^{er} avril 1952, une proposition de loi tendant au recul de l'âge des retraites, n° 3141. — Le 24 juin 1952, une proposition de loi tendant à abroger l'article 2 et à modifier l'article 3 de la loi n° 356 du 20 mars 1951 portant interdiction du système de vente avec prime en nature, n° 3786. — Le 10 octobre 1952, une proposition de loi tendant à étendre les mesures facilitant l'adoption et la légitimation adoptive, n° 4388. — Le 28 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir dans le projet de réforme fiscale ainsi que dans la loi de finances le principe définitivement adopté du quotient familial, n° 4527. — Le 6 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis donné par le Conseil de la République (n° 1101) sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale (dans sa première législature) relatif à la répression des crimes et délits commis contre les enfants, n° 4625. — Le 4 décembre 1952, une proposition de loi tendant à donner l'égalité des droits en matière de législation sociale aux anciens combattants 1914-1918 tunisiens et marocains, n° 4980. — Le 16 décembre 1952, une proposition de loi tendant à fixer le délai maximum de liquidation de la retraite et le remboursement du trop-perçu, n° 5114. — Le 16 décembre 1952, une proposition de loi tendant à modifier les dispositions de l'ordonnance du 2 février 1945 complétée par l'arrêté du 2 août 1949, n° 5115. — Le 18 décembre 1952, une proposition de loi tendant à proportionner la responsabilité civile des propriétaires immobiliers aux ressources dont ils disposent pour les dépenses d'entretien, n° 5151. — Le 14 janvier 1953, une proposition de loi tendant à organiser le crédit dans l'in-

dustrie du meuble, n° 5281. — Le 14 janvier 1953, une proposition de loi concernant les personnes ayant participé aux emprunts de la Défense nationale entre août 1914 et novembre 1918, n° 5282. — Le 6 mars 1953, une proposition de loi concernant le renouvellement des baux commerciaux, n° 5804. — Le 17 mars 1953, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 5528) relatif à diverses mesures de nature à accélérer, dès 1953, la construction de logements économiques et familiaux (art. 9 et chap. IX) (dispositions relatives aux prix des loyers et aux primes de déménagement), n° 5883. — Le 27 mars 1953, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis donné par le Conseil de la République (n° 1101) sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale (dans sa première législature) relatif à la répression des crimes et délits commis contre les enfants, n° 6056. — Le 23 juillet 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article 1651 du Code général des impôts relatif à la composition de la Commission départementale des impôts directs, n° 6632. — Le 6 octobre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 31 octobre 1953 l'application de la majoration de 10 0/0 pour l'impôt foncier non payé, n° 6742. — Le 6 octobre 1953, une proposition de loi tendant au relèvement du plafond pour l'obtention de l'allocation de vieillesse des personnes non salariées, n° 6788. — Le 23 octobre 1953, une proposition de loi tendant à exonérer les hôteliers de la responsabilité des impôts dus par leurs clients, n° 6970. — Le 19 novembre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à saisir l'Assemblée Nationale de tout texte relatif à la souveraineté sur les Minquiers et les Ecrehou, n° 7219. — Le 6 mai 1954, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur les propositions de loi : 1° de M. Frédéric-Dupont (n° 340) tendant à la protection des animaux ; 2° de M. Louis Rollin (n° 1656) tendant à modifier et à compléter la loi du 2 juillet 1850 dite loi Grammont ; 3° de M. Soustelle et plusieurs de ses collègues (n° 2509) tendant à modifier et à compléter la loi du 2 juillet 1850 en vue d'assurer la répression effective des mauvais traitements envers les animaux, n° 8389. — Le 11 juin 1954, une proposition

de loi instituant le concordat fiscal, n° 8630. — Le 9 juillet 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reconsidérer le reclassement des gradés de la police municipale parisienne et à accorder la parité de traitement entre la police municipale et la police judiciaire, n° 8873. — Le 20 juillet 1954, une proposition de loi tendant à accorder aux aveugles et grands infirmes des réductions de prix sur les transports, n° 8913. — Le 12 août 1954, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur : I. le projet de loi (n° 8335) tendant à modifier le taux de compétence des juridictions des loyers ; II. les propositions de loi 1° de M. Isorni (n° 4596) tendant à modifier le taux de la compétence du juge de paix ; 2° de M. Maton et plusieurs de ses collègues (n° 7392) tendant à relever la compétence des juges de paix en matière de loyer ; 3° de M. Mignot (n° 8013) concernant la modification des taux de compétence des tribunaux judiciaires, n° 9158. — Le 23 novembre 1954, une proposition de loi tendant à transférer les dossiers des aveugles civils et des paraplégiques descendants majeurs des « morts pour la France » du Ministère de la Santé publique au Ministère des Anciens combattants et victimes de la guerre, n° 9550. — Le 13 janvier 1955, une proposition de loi tendant à instituer le jury fiscal, n° 9892. — Le 18 janvier 1955, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 7446) de M. Isorni tendant à modifier l'article 401 du Code pénal, en matière de filouterie d'aliments et de logement, n° 9920. — Le 18 janvier 1955, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur les propositions de loi : 1° de M. Frédéric-Dupont (n° 340) tendant à la protection des animaux ; 2° de M. Louis Rollin (n° 1656) tendant à modifier et à compléter la loi du 2 juillet 1850 dite loi Grammont ; 3° de M. Soustelle et plusieurs de ses collègues (n° 2509) tendant à modifier et à compléter la loi du 2 juillet 1850 en vue d'assurer la répression effective des mauvais traitements envers les animaux, n° 9931. — Le 10 mai 1955, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, modifié par le Conseil de la République modifiant le taux de compétence des justices de paix, n° 10692. — Le 21 juin 1955,

une proposition de loi tendant à mettre sur le même plan toutes les rentes viagères constituées auprès de la caisse nationale de retraites pour la vieillesse, n° 10904. — Le 5 juillet 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement de la République à autoriser la translation des cendres du Maréchal Pétain, par les anciens combattants de Verdun, au cimetière national de Douaumont, n° 11114. — Le 20 octobre 1955, une proposition de loi tendant à majorer de 100 0/0 le montant de certaines pensions de vieillesse et de diverses allocations dont les titulaires ont dépassé l'âge de 72 ans, n° 11654.

Interventions :

Son rapport sur les élections de la Côte française des Somalis [19 juillet 1951] (p. 5981). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; EDUCATION NATIONALE, Chap. 11-50 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles primaires (Création de postes nouveaux)* [19 décembre 1951] (p. 9397, 9398) ; *le retire* (p. 9405) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de réparation des dommages de guerre en 1952 : *Motion préjudicielle de Mme Rabaté demandant plus de crédits pour les habitations à loyers modérés* [23 décembre 1951] (p. 9734). — Dépose une demande d'interpellation : sur les diligences passées du Gouvernement et sa politique actuelle en présence de l'écartèlement des Lieux Saints [29 décembre 1951] (p. 10089) ; — sur l'attitude du Gouvernement en présence de l'écartèlement des Lieux Saints [25 janvier 1952] (p. 380). — Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952 ; Art. 28 : *Motion préjudicielle de M. Grimaud tendant à surseoir au vote en attendant les résultats de l'enquête de la Commission de la justice (Impôt sur la propriété bâtie)* [3 avril 1952] (p. 1879) ; *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur l'article 43 portant amnistie fiscale* [8 avril 1952] (p. 1985). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique dirigiste du Gouvernement en matière de prix en ce qui concerne les hôtels et la viande [7 octobre 1952] (p. 4068). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant amnistie : *Discussion générale (Ses observations*

sur la nécessité de l'amnistie promise par le général de Gaulle, l'insuffisance de la loi d'amnistie [24 octobre 1952] (p. 4386 et suiv.); Art. 2 : Son amendement tendant à tenir compte des mesures de grâce à intervenir [25 novembre 1952] (p. 5598); Son amendement tendant à amnistier les condamnés à des peines de dix ans de prison, compte tenu des grâces intervenues (p. 5598); Art. 8 : Son amendement tendant à supprimer l'article n'amnistiant pas les condamnations prononcées par la Haute Cour de justice (p. 5669); — du projet de loi portant prorogation des baux commerciaux : Discussion générale (Ses observations sur le retard de la discussion de cette loi) [19 décembre 1952] (p. 6605). — Pose à M. le Ministre des Affaires étrangères une question relative à l'internationalisation des Lieux Saints [30 janvier 1953] (p. 731, 732). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant amnistie; Art. 24 : Son amendement relatif à la date d'application de la loi [26 février 1953] (p. 1372); Amendement de M. Bignon tendant à amnistier toutes les infractions de droit commun sanctionnées par des peines légères (p. 1373); Art. 24 bis : Son amendement tendant à amnistier les délinquants primaires parents de soldats morts au champ d'honneur, d'otages fusillés, d'incorporés de force et de résistants (p. 1375, 1376); Amendement de M. A. Coste-Floret tendant à n'amnistier que les infractions punies de peines correctionnelles (p. 1377, 1378); Art. 27 : Son amendement tendant à ne pas amnistier les dirigeants de sociétés anonymes ayant publié de faux bilans [27 février 1953] (p. 1428); Art. 28 : Son amendement tendant à amnistier les infractions à la législation économique et à la réglementation des prix (p. 1428); Art. 27 : Son amendement relatif aux sanctions professionnelles infligées aux architectes (p. 1430); le retire (ibid.); Art. 33 : Son amendement tendant à ne pas appliquer l'amnistie aux frais de poursuite et d'instance avancés par l'Etat (p. 1456); le retire (ibid.); Art. 14 : Son amendement tendant à réintégrer les épurés administratifs qui n'ont été l'objet d'aucune condamnation (Cas des épurés pour motifs politiques) [10 mars 1953] (p. 1746); Article additionnel : Amendement de M. Flandin tendant à n'appliquer la loi que lorsque les dossiers des déportés et victimes de guerre auront été liquidés (p. 1768); — d'une proposition de loi relative au traitement des

alcooliques socialement dangereux; Art. 11 : Amendement de M. Lucaze relatif au cas où doit être fait un examen sérologique des auteurs d'accidents ou de crimes [3 mars 1953] (p. 1540); — du projet de loi portant suppression de la Haute Cour de justice; Art. 1^{er} : Son amendement tendant à faire élire les membres de la Haute Cour de justice par le Parlement [13 mars 1953] (p. 1871 et suiv.); — du projet de loi tendant à faciliter la construction de logements économiques; Art. 4 : Amendement de M. Halbout tendant à accorder dans les grandes villes des primes de déménagement [21 mars 1953] (p. 2187); — du projet de loi relatif au prix des loyers et aux primes de déménagement : Demande d'ajournement du débat, présentée par M. Bouxom [21 mars 1953] (p. 2193); — d'une proposition de loi relative à la vente d'immeubles par appartements, amendée par le Conseil de la République; Art. A : Amendement de M. Cayeux tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale instituant un droit de retraite pour le locataire [24 mars 1953] (p. 2217). — Dépose une demande d'interpellation sur les désordres sanglants de la place de la Nation et la situation morale et matérielle des Nord-Africains [16 juillet 1953] (p. 3502); est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : Nécessité de surveiller et d'aider les Nord-Africains (p. 3509, 3510). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux baux commerciaux, amendé par le Conseil de la République; Art. 4 : Amendement de M. Anthonioz tendant à n'admettre de reprise que si elle ne porte pas atteinte à l'habitation du locataire [31 décembre 1953] (p. 7107). — Son rapport sur une pétition [6 janvier 1954] (p. 20). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi concernant les expulsions et le relogement : Discussion générale (Différenciation entre les expulsés de bonne foi et les expulsés de mauvaise foi, principe de la séparation des pouvoirs, politique de construction) [5 mars 1954] (p. 692, 693); Art. 1^{er} : Son amendement (Octroi de délais aux occupants de bonne foi menacés d'expulsion) [23 mars 1954] (p. 1158); le retire (ibid.); Son amendement (Conditions de relogement des occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel expulsés); le retire (p. 1160); Art. 2 : Son amendement (Application de la loi uniquement aux locaux d'habitation et non aux hôtels meublés) (p. 1161,

1162); le retire (ibid.); Art. 3 : *Son amendement (Suppression du deuxième alinéa de l'article 24 de l'ordonnance n° 45-2394 du 11 octobre 1945); le danger des réquisitions pour l'hôtellerie* (p. 1162); le retire (ibid.); Art. 7 : *Son amendement (Les délais de réquisition des locaux faisant partie d'une succession)* (p. 1166, 1167); — d'une proposition de loi concernant la représentation métropolitaine à l'Assemblée de l'Union française : *Contre-projet de M. Moisan sur les conditions de remplacement des vacances à l'Assemblée de l'Union française et la nouvelle répartition des sièges entre les groupes actuellement existant à l'Assemblée Nationale et au Conseil de la République* [12 mars 1954] (p. 849); — d'une proposition de loi concernant le maintien dans les lieux de certains clients des hôtels, pensions de famille et meublés; Article unique : *Son amendement (Limitation de la prorogation du maintien dans les lieux au 1^{er} avril 1957)* [12 mars 1954] (p. 853); — du projet de loi relatif aux dépenses des ministères pour l'exercice 1954, DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale (Sanctions prises à l'encontre du Maréchal Juin à la suite de ses déclarations sur la C. E. D., son remplacement éventuel au commandement du Centre-Europe)* [1^{er} avril 1954] (p. 1592, 1593). — Dépose une demande d'interpellation sur les invraisemblables sanctions prises à l'égard du maréchal Juin [1^{er} avril 1954] (p. 1632). — Prend part à la discussion : en deuxième lecture, d'un projet de loi relatif à la répression des crimes et délits commis contre les enfants, en qualité de *Rapporteur* : *Aggravation des peines, disjonction des articles relatifs à la compétence* [6 avril 1954] (p. 1083); — d'une proposition de loi concernant le relevé de forclusion relatif aux locaux commerciaux, industriels ou artisanaux : *Discussion générale (Contrats passés en fonction de l'application du décret de 1953)* [20 juillet 1954] (p. 3423); — d'une proposition de loi relative à la réforme de la filiation : *Discussion générale (Position de l'enfant adultérin et de l'enfant incestueux, instauration d'une sorte de bigamie légale, preuve de la filiation et encouragement à l'adultère, ouverture aux enfants adultérins et incestueux de l'action de l'article 4382 du Code civil)* [27 juillet 1954] (p. 3623 et suiv.); Art. 1^{er} : *Son amendement (Possibilités pour les enfants adultérins et incestueux de recevoir des dom-*

mages-intérêts par l'article 1382 du Code civil) (p. 3641, 3642); — d'une proposition de loi relative à la légitimation des enfants adultérins : *Article unique tendant à modifier l'article 331 du Code civil (Dangers de la légitimation pour la famille légitime)* [27 juillet 1954] (p. 3652); — des interpellations sur la Tunisie et le Maroc : « *Voie de la démission nationale* » choisie par le *Président du Conseil, contradictions entre l'autonomie interne promise en Tunisie et les traités du Barde et de la Marsa, maintien des troupes françaises lui-même remis en cause; régime des capitulations injustement imposé aux résidents français, bienveillance interprétée comme faiblesse (Colonel de Paillonne — émeutes du Maroc), position réelle de Bourguiba (Ses déclarations, révélation de M. Martinaud-Déplat); Impossibilité au Maroc de contenter « tout le monde et son père » (Déclarations de M. Fouchet), position anti-française de l'ancien Sultan (Président Roosevelt et U. S. A.) « régionalisation » nécessaire axée sur les Berbères, les minorités israélites, la « dispersion » du prolétariat urbain (Casablanca); « Politique d'association » possible, en Tunisie comme au Maroc (Double nationalité des Français, présence à « égalité » à toutes les Assemblées) objurgations à M. le Président du Conseil : « Pas cela et pas vous »* [26 août 1954] (p. 4287 et suiv.). — Dépose une demande d'interpellation sur l'aberrante politique d'amitié poursuivie par le Gouvernement avec le Néo-Destour [17 novembre 1954] (p. 5124); la développe : « *Voie triomphale* » des abandons français (Hanoï, Haïphong, Pondichéry,... Afrique du Nord); « *Discours historique* » de Tunis; *Solidarité proclamée du Néo-Destour avec les fellaghas; Satisfecit aux fellaghas; Message de victoire de Bourguiba aux fellaghas, sort réservé désormais aux Français de Tunisie; contestations prévisibles touchant le maintien de nos troupes; mémoire ancien de M. Tahar Ben Ammar; Compétence du seul Bey pour les négociations; Entrée nécessaire de la Tunisie dans l'Union française; Accès nécessaire des Français au Gouvernement et aux Assemblées tunisiennes; Déclarations inacceptables de Bourguiba; Connexité profonde de tous les problèmes nord-africains; Refus de la « Politique de démission nationale » de M. Mendès-France (Allusion à son nom)* [9 décembre 1954] (p. 6020 à 6023). — Est entendu sur la nomination par suite de vacances de membres de commissions : *Rappel*

au règlement de M. Quilici [22 novembre 1954] (p. 5228). — Prend part à la discussion : d'interpellations relatives à la situation en Afrique du Nord : *Responsabilité de M. Mitterrand* [4 février 1955] (p. 746) ; — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la reconnaissance des enfants naturels, Art. 3 bis : *Amendement de M. Minjot (Preuve de la filiation des enfants nés d'un commerce incestueux ou adultérin, délais et conditions)* [10 mai 1955] (p. 2613) ; — en deuxième lecture d'un projet de loi modifiant le taux de compétence des justices de paix, en qualité de *Rapporteur* [10 mai 1955] (p. 2614) ; — de propositions de loi relatives à la révision triennale des baux commerciaux, artisanaux et industriels : *Sa motion préjudicielle (Refonte du décret du 30 septembre 1953 relatif à la propriété commerciale)* [13 mai 1955] (p. 2756, 2757) ; *la retire* (p. 2758) ; Article unique : *Son amendement (Variation des indices économiques supérieure à 10 0/0)* (p. 2763) ; *Son amendement (Non-application aux instances en cours)* (p. 2765) ; *Son article additionnel (Cas soustraits à ces dispositions)* (p. 2766) ; *le retire* (ibid.). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement au Maroc [22 juillet 1955] (p. 4044). — Est entendu sur une réponse du Président du Conseil faite à une question de M. Lecourt et définissant l'orientation de l'action gouvernementale : *Son rappel au règlement (Déclaration du gouvernement faite sous forme de réponse à une question orale, afin de ne pas donner la parole à un orateur de l'opposition)* [5 août 1955] (p. 4662). — Dépose une motion de censure (*Volonté du Gouvernement de traiter avec les adversaires de la France, choix et action du résident général (M. Grandval), déposition de Ben Arafat, climat de nouvelles fausses ou tendancieuses volontairement créé*) [6 octobre 1955] (p. 4801). — Développe sa demande d'interpellation déposée le 22 juillet 1955 sur la politique du Gouvernement au Maroc : *Politique d'erreurs, d'inconstance et de démission* [6 octobre 1955] (p. 4814, 4815) ; *Expulsions opérées par M. Grandval, ses responsabilités dans les événements sanglants de juillet et d'août, nécessité d'une enquête* (p. 4815, 4816). — Prend part à la discussion : en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la révision triennale des baux commerciaux, Art. 2 : *Son amendement (Coefficient d'augmentation inférieur à 20 par rapport à 1939 ;*

commerces à prix réglementés) [17 novembre 1955] (p. 5798 à 5800).

GRUNITZKY (M. Nicolas), Député du Togo
(I.O.M.)

Son élection est validée [27 juillet 1954] (p. 6099). — Est nommé membre : de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 juillet 1951] (**F. n° 5**) ; de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**) ; de la Commission des affaires étrangères [29 juin 1954] (**F. n° 403**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission de la production industrielle [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux assemblées locales dans les territoires d'outre-mer amendé par le Conseil de la République : Art. 2 : *Amendement de M. Devinat tendant à supprimer le collège unique dans l'assemblée du Togo* [25 janvier 1952] (p. 360) ; — d'une proposition de loi relative à l'organisation municipale dans les territoires d'outre-mer, Article premier : *Création des communes de plein exercice, collège unique du Togo* [8 juillet 1954] (p. 3358) ; *Son sous-amendement (Création de communes de plein exercice au Togo)* (p. 3361, 3362) ; Art. 3 : *Son amendement (Création de communes de plein exercice au Togo)* [12 août 1954] (p. 4109, 4110) ; — d'une proposition de loi relative aux institutions territoriales et régionales du Togo : *Discussion générale (Œuvre de la France, problèmes togolais, mouvement Ewé, Conseil de Gouvernement, pouvoirs de l'Assemblée territoriale, « africanisation » des cadres)* [3 novembre 1954] (p. 4695) ; Art. 32 : *Amendement de M. Malbrant tendant à retirer à l'Assemblée territoriale la possibilité de régler les questions agricoles, forestières et minières* (p. 4705) ; *Ses explications de vote* (p. 4712) ; — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux institutions territoriales et régionales du Togo : *Conseil du Gouvernement, Togo britannique, affaires togolaises devant l'O.N.U., intégration dans l'Union française* [15 mars 1955] (p. 1404 à 1406) ; Art. 2 : *Amendement de M. Charret (Membres élus par*